

Cour d'Assises de Paris du 25 novembre 2021 : Procédure Claude MUHAYIMANA

Notes synthétiques de l'intervention d'André Guichaoua, témoin de contexte

La préfecture de Kibuye au Rwanda : antécédents, spécificités, populations, élites, contexte politique

Le cadre de mes activités de recherche dans la région des Grands lacs africains

Après plusieurs années de missions, de travaux de recherche et de publications sur diverses paysanneries des pays du Sud, j'avais décidé en 1979 de consacrer mon Doctorat d'État à la région des Grands lacs africains où prévalait des « densités asiatiques » et des agricultures intensives sans engendrer d'intenses mouvements d'exode rural. J'ai bénéficié alors d'un financement de la part du Bureau International du Travail en contrepartie de la réalisation d'études d'évaluations socio-économiques de programmes de développement qu'il menait alors dans divers pays.

Ce soutien financier et institutionnel m'a donné toute latitude en matière d'investigations de terrain, de contacts officiels mais surtout de déplacements dans une région agitée par bien des tensions. Ainsi, par exemple, mes allers-retours quelquefois hebdomadaires entre le Burundi et le Rwanda (voire au-delà) déclenchaient bien des préventions aux postes frontières. De même, si ces insertions plurielles suscitèrent un temps des interrogations parmi mes divers interlocuteurs et proches nationaux, elles devinrent des atouts privilégiés lorsque la région toute entière s'embrasa.

De ce contexte, à partir de la seconde moitié des années 1980, alors que d'importants mouvements d'aspirations démocratiques se développaient dans toute la région et que des centaines de milliers de réfugiés anciens, de migrants, d'opposants divers aspiraient à rentrer dans leurs pays d'origine ou à pouvoir stabiliser leurs implantations dans leurs pays d'accueil, j'ai été fréquemment sollicité par diverses instances régionales et internationales (CEPGL, Nations Unies (PECTA, HCR, Banque mondiale, UA, CIRGL et les pays les plus engagés dans cette région comme la Suisse, etc.) pour participer à des missions d'études, des conférences ainsi que des négociations.

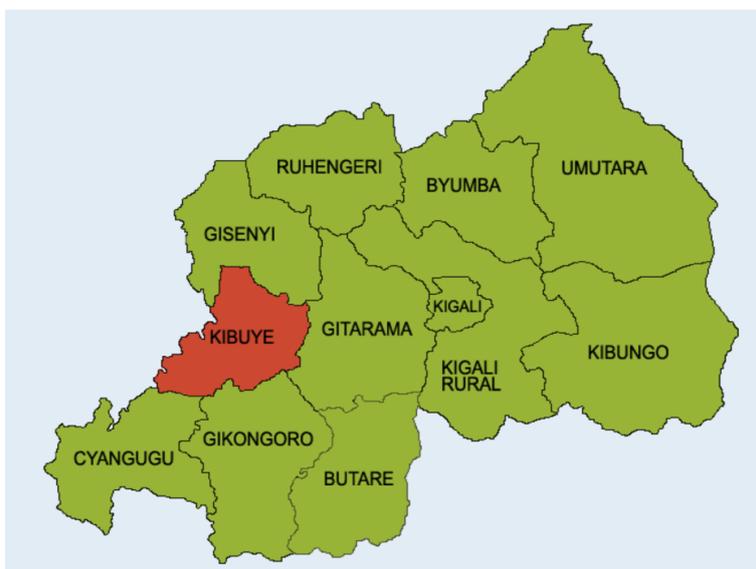
Enfin, étant présent à Kigali de la fin mars et la première quinzaine d'avril 1994, j'ai rejoint dès la création du Tribunal pénal international les équipes du Bureau du Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda tout en refusant comme ma collègue Alison Desforges d'Human Rights Watch, par souci d'indépendance et avec l'accord de nos employeurs respectifs d'être appointés par le tribunal. Un choix de liberté qui s'est avéré bienvenu.

André Guichaoua
Professeur des Universités
Institut d'Études du Développement de la Sorbonne
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

1. Caractéristiques et particularités de la préfecture de Kibuye

Superficie du Rwanda : 26.400 km²
 Préfectures : 11 dont Kigali-Ville

Population 1994 : 6 millions
 Communes : 145

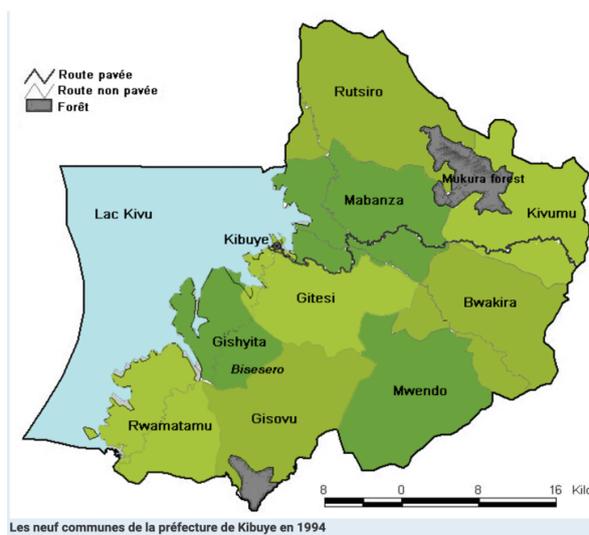


Superficie de la préfecture de Kibuye : 1336 km² (env. 1000 km² sans le lac).

En 1991, le recensement de 1991 dénombre 473 920 habitants répartis dans 9 communes avec chacune trois zones d'habitations groupées autour d'un marché, d'une église, d'un centre de santé, d'une piste.

Carte des communes

**Effectifs des populations
(Recensement 1991)**



Bwakira	53 555
Gishyita	43 090
Gitesi	61 341
Gisovu	39 365
Kivumu	55 361
Mabanza	63 460
Mwendo	43 632
Rutsiro	56 768
Rwamatamu	54 494

Les neuf communes de la préfecture de Kibuye en 1994

Enclavement, pas de routes bitumées, pas de vrais marchés, ni d'artisanat. Les principaux échanges s'effectuent avec les communes des préfectures voisines et le Zaïre.

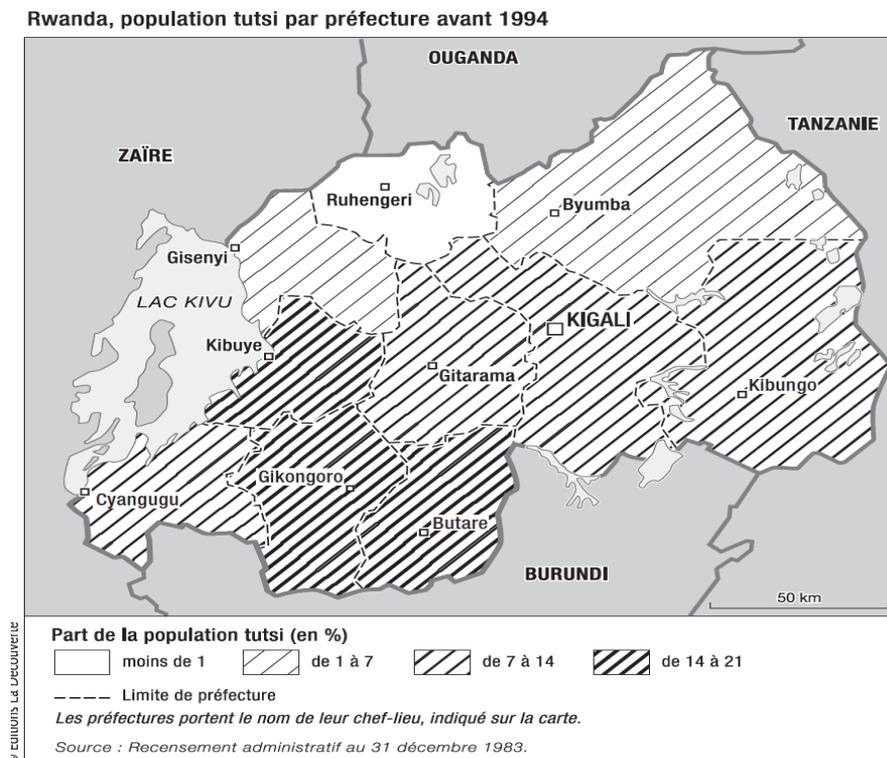
En l'absence de ressources minières, hormis un peu de cassitérite (Rutsiro, Gishyita), la quasi-totalité de la population vit de l'agriculture et du petit élevage. Les principales productions vivrières sont haricots, maïs, banane, patates douces, manioc ; sorgho. Les sources de revenus monétaires sont réduites : le café en basse altitude ; le thé dans la commune de Gisovu et un peu à Gishyita et Mwendo ; le bois en commune Gisovu.

La pression foncière est extrême. En 1990, dans les communes Mabanza et Mwendo, 63 % et 52 % respectivement des exploitations disposaient de moins de 50 ares pour nourrir plus de 8 personnes. Les disettes sont endémiques (sols appauvris et maladies des plantes). Les années 1984 et surtout 1988-89 (famine *Ruringaniza*) avaient été très difficiles sur le plan alimentaire.

Quels que soient les critères et domaines d'activité, la préfecture se distingue par la faiblesse de ses performances sur le plan économique et social, même si elle bénéficie d'apports importants de la part des bailleurs de fonds bilatéraux et internationaux.

La préfecture où les populations tutsi sont les plus nombreuses

Enfin, et ce point est essentiel au regard des événements qui ont marqué la décennie 1990, parmi les préfectures du sud où les pourcentages des populations tutsi sont les plus importants, celle de Kibuye vient au premier rang.



Pour mémoire en 1959, le pourcentage de la population tutsi de la préfecture était de 30 %. En 1983, il est de 20 %, et descend à 15% en 1991, soit 400 000 Hutu et 73 000 Tutsi.

En fait, dans ces préfectures, les effectifs de la population tutsi sont beaucoup plus importants que les décomptes officiels du recensement de 1991 ne l'indiquent. Cette baisse formelle découle pour l'essentiel des changements d'ethnie (*abahinduye ubwoko*) des citoyens tutsi sollicitant des cartes d'identité avec la mention "hutu" qui permettent de transgresser la politique des quotas ethniques (pour l'accès à l'enseignement secondaire et universitaire, les emplois publics, etc.).

Il s'agit là d'une pratique banalisée négociée auprès des bourgmestres et responsables communaux de l'état-civil même si elle est régulièrement dénoncée dans les rapports annuels du MININTER. Parmi les communes les plus sensibles figuraient Gishyita et Gitesi (≈ 38 %), Rwamatamu (≈ 33 %), Mabanza (≈ 22 %). À l'inverse, au nord de la préfecture, la commune de Rutsiro, limitrophe de celle de Gisenyi, était quasi monoethnique hutu.

Pendant la guerre, et notamment lors des contrôles sur les barrières beaucoup de déplacés hutu ont ainsi été soupçonnés d'être des Tutsi ou apparentés. La carte d'identité ne suffisait pas et les miliciens disposaient alors d'un pouvoir de vie ou de mort.

2. Un cadre politique soumis à une forte tutelle¹

Ces premiers éléments laissent donc penser que la situation de la préfecture de Kibuye était politiquement fort complexe.

Sur le plan des tropismes régionaux et des influences politiques tout d'abord, les communes du nord de la préfecture étaient dans l'orbite de Gisenyi, la préfecture du Président HABYARIMANA et des dignitaires de la Seconde République ; de l'autre les communes du Sud étaient dans celle des préfectures du Sud (Gikongoro, Cyangugu,...) d'où étaient originaires les leaders historiques de la Première République qui ont conduit le pays à l'Indépendance avant d'être brutalement évincés du pouvoir en 1973 par les officiers putschistes des préfectures du Nord !

De plus, dans l'esprit de bien des autorités nordistes cette démarcation était redoublée par la globalisation ethnique. À leurs yeux, même les Hutu de Kibuye étaient considérés comme des quasi Tutsi.

Ajoutons encore que les premières implantations de missionnaires allemands des églises réformées le furent dans ce qui est devenue la préfecture de Kibuye.² Dans un pays dominé par l'Église catholique, elle demeura celle où leur implantation est la plus importante du pays. Toutefois, pour être promouvables sous la Première comme la Deuxième République les élites de Kibuye préféraient se déclarer catholiques et/ou suivre leur scolarité secondaire dans ces établissements. Dans ce domaine aussi, la fluidité des appartenances et des convictions des personnalités de Kibuye était grande.

Des personnalités et des réseaux puissants

Cette emprise s'illustre en premier lieu via le contrôle des administrations communales et du dédoublement fonctionnel qui s'instaure dans tout le pays entre l'administration et le Parti-État,

¹ Je me réfère ici à divers éléments extraits des rapports et transcripts de mes diverses dépositions devant les chambres du Tribunal pénal international pour le Rwanda (A. MUSEMA, I. BAGILISHEMA, C. KAYISHEMA, É. KAREMERA, etc.).

² L'Église presbytérienne s'est implantée dans l'ouest du Rwanda en 1907 (Kirinda et Rubengera).

le Mouvement révolutionnaire national pour le développement et la démocratie (MRND rénové en 1991) au pouvoir depuis l'instauration de la Deuxième République en 1973.

Ainsi, le contrôle politique de cette préfecture excentrée par les nouvelles autorités de la deuxième République reposera d'emblée sur la structuration de réseaux puissants constitués autour de quelques personnalités marquantes.

Les préfets de la préfecture de Kibuye

ZIGIRANYIRAZO Protais (<i>hutu, Gisenyi</i>) ³	13 juillet 1973	24 décembre 1974
NIBASEKE Lucien (<i>hutu, Byumba, MDR</i>) ⁴	24 décembre 1974	30 mars 1981
BALIYANGA Sylvestre (<i>hutu, Ruhengeri</i>)	6 avril 1981	29 août 1989
HAKIZIMANA Donat (<i>hutu, Byumba</i>)	29 août 1989	25 octobre 1990
RUHUMULIZA Gaspard (<i>hutu, Gitarama</i>) ⁵	25 octobre 1990	31 décembre 1991
KAYONDO Pierre (<i>hutu, Gitarama</i>)	31 décembre 1992	4 juillet 1992
KAYISHEMA Clément (<i>hutu, Kibuye</i>)	4 juillet 1992	juillet 1994

Comité préfectoral du MRND de la préfecture de Kibuye (1994)

a) Bureau :

Président : MUNYAMPUNDU Cyprien (<i>hutu</i>)	Mabanza	Secrétaire-député du CND
Vice-Président : KAYONGA Jean-Baptiste (<i>hutu</i>)	Gisovu	Agent de l'État
Secrétaire : SEBITABI Alphonse (<i>hutu</i>)	Mwendo	Député
TréSORIER : MUGAMBIRA Aphrodice (<i>hutu</i>)	Rwamatamu	Commerçant

b) Membres (classement selon le nombre de voix obtenues) :

Noms	Communes	Fonctions
01) MUNYAMPUNDU Cyprien (<i>hutu</i>)	Mabanza	Secrétaire-député du CND ⁶
02) KAREMERA Édouard (<i>hutu</i>)	Mwendo	Député presb
03) RWAGASANA Anatole (<i>hutu</i>)	Gitesi	Vice-Recteur
04) RUHIGIRA Enoch (<i>hutu</i>)	Bwakira	Ministre
05) MUGAMBIRA Aphrodice (<i>hutu</i>)	Rwamatamu	Commerçant
06) NIYONSABA Drocella (<i>hutu</i>)	Rutsiro	Fonctionnaire du MRND
07) KAYONGA Jean-Baptiste (<i>hutu</i>)	Gisovu	Agent de l'État
08) FURERE Abel (<i>hutu</i>)	Rwamatamu	Bourgmestre
09) MUJYANAMA Théoneste (<i>hutu</i>)	Kivumu	Agent de l'État
10) SEBITABI Alphonse (<i>hutu</i>)	Mwendo	Député
11) KABASHA Tharcisse (<i>hutu</i>)	Bwakira	Bourgmestre
12) BAGILISHEMA Ignace (<i>hutu</i>)	Mabanza	Bourgmestre
13) BUGINGO Joseph (<i>hutu</i>)	Gisovu	Bourgmestre
14) MURAGIZI Gabriel (<i>hutu</i>)	Mwendo	Bourgmestre

³ Frère d'Agathe KANZIGA, épouse du Président Juvénal HABYARIMANA.

⁴ Lors de la proclamation des résultats du référendum sur la Constitution de 1978, ce préfet (ainsi que celui de Gikongoro) avait refusé de manipuler les résultats (inférieurs à 50 %). Face aux reproches, il répliqua : "Quel résultat faut-il attendre d'une préfecture qui se sent abandonnée ?". La préfecture sera punie pour longtemps de ce double affront.

⁵ Puis, avec l'introduction du multipartisme ministre du Parti démocrate chrétien (PDC) sous divers gouvernements (intérimaire y compris).

⁶ Conseil national de développement (Parlement rwandais).

15) MUSAFILI Ildephonse (<i>hutu</i>)	Mabanza	Député
16) RUREMESHYA Esdras-Nemrod (<i>hutu</i>)	Rwamatamu	Agent de l'État
17) MUNYANTWALI François (<i>hutu</i>)	Mabanza	//
18) KARARA Augustin (<i>hutu</i>)	Gitesi	Bourgmestre
19) RWANZEGUSHIRA Juvénal (<i>hutu</i>)	Kivumu	Bourgmestre
20) NDISEBUYE Bernard (<i>hutu</i>)	Gitesi	Agent de l'État

En 1994, sur les 143 bourgmestres à la tête des communes rwandaises, il restait une vingtaine d'«anciens» bourgmestres nommés au début des années 1980. Dans la préfecture de Kibuye, c'était le cas de quatre d'entre eux : Tharcisse KABASHA à Bwakira ; Ignace BAGILISHEMA à Mabanza ; Raphaël BENIMANA à Rutsiro ; Abel FURERE à Rwamatamu.

Cette longévité ne tenait pas à la tutelle des préfets⁷, ni même à leurs compétences gestionnaires et techniques.⁸ Pour ces bourgmestres, le contrôle des communes et des préfectures, relevait directement des réseaux de la Présidence. Pour la comprendre, il faut revenir à la période de nomination de ces nouveaux bourgmestres. Leur longévité repose sur deux personnalités au sein du pouvoir central.

Édouard KAREMERA, le ministre au long cours de la Deuxième République

La première est assez bien connue et relève du champ politique officiel. Nommé en janvier 1977 conseiller juridique au ministère de l'Intérieur, il était promu en juin 1978, du fait de ses «mérites remarquables et exceptionnels», secrétaire général du ministère de la Fonction publique et de l'Emploi. Un ministère-clé sur le plan politique, qui régulaient les carrières et tous les postes importants dans un pays où l'emploi public représentait l'essentiel du marché du travail. Toutes les décisions venaient ou remontaient vers la Présidence qui en assurait un contrôle étroit. Ses titulaires précédents figuraient parmi les officiers les plus proches de Juvénal HABYARIMANA. Quelques mois après, il fut transféré au service des Affaires juridiques à la Présidence de la République sous les ordres de Siméon NTEZIRYAYO, alors ministre à la Présidence, une position privilégiée le rendant *de facto primer inter pares* de l'équipe des ministres, l'autorité sur les ministres en moins. En mars 1981, il est lui-même nommé ministre de la Fonction publique et de l'Emploi. Il s'agit là d'une trajectoire assez fulgurante puisqu'Édouard KAREMERA avait déjà été coopté dans le noyau central du pouvoir lors de sa nomination par le Président-fondateur au comité central du MRND en 1979.

À ces divers niveaux, ses compétences firent une nouvelle fois merveille puisque, lors du remaniement ministériel du 8 février 1982 qui suivit la mise en place du Conseil national de développement (CND), le parlement rwandais il inaugura le poste de ministre à la Présidence chargé des Affaires politiques, administratives et institutionnelles. Associé à son «parrain», le ministre Siméon NTEZIRYAYO en charge des Affaires économiques et financières, il devenait le n° 2 du gouvernement. C'est lui qui supervise alors formellement et pour longtemps le ministère de l'Intérieur et le parti unique MRND.

Consacré comme Siméon NTEZIRYAYO collaborateurs directs du Président, une division du travail s'instaurait alors entre un technocrate, économiste-statisticien de formation, homme de l'ombre fort respecté et distant, et un juriste-politicien habile, zélé et «disponible» faisant fonction de relais politique en charge de gérer les compétitions politiciennes en cette période

⁷ Notamment Clément KAYISHEMA, nommé par le gouvernement pluripartite de 1992, sans assise politique personnelle. Tous procédaient d'autres réseaux de pouvoir.

⁸ Seuls les volets techniques étaient gérés par le ministère de l'Intérieur.

troublée par l'entrée en fonction d'un Parlement. Mis en avant par le Président, Édouard KAREMERA était chargé de répercuter fidèlement ses "messages" et suivre leur exécution auprès du nouveau vivier de politiciens désormais confirmés par le suffrage universel. Son caractère impulsif et direct et sa distance par rapport aux opposants potentiels étaient appréciés. Face aux caciques du régime, Édouard KAREMERA ne tirait son autorité que de la volonté présidentielle. L'aurait-il voulu que son origine préfectorale et son ex-appartenance religieuse lui interdisaient toute ambition personnelle.⁹

Le tandem rival NTEZIRYAYO-KAREMERA fut reconduit jusqu'en janvier 1989 et géra les années les plus fastes du régime HABYARIMANA, recentré sur sa base familiale et régionale, avant que d'être confronté à un mécontentement social, économique, puis politique croissant. Il sera ministre jusqu'en 1989 puis après une période de retrait élu secrétaire national du MRND. La guerre le propulsa à nouveau au cœur du pouvoir.

Tout au long de ces années, les cadres politiques de Kibuye faisaient au moins formellement allégeance envers celui qui avait été consacré comme représentant et porte-parole de la préfecture au niveau central.

L'incontournable Protais ZIGIRANYIRAZO

Mais on ne pouvait détenir du pouvoir à Kibuye qu'en participant ou en appuyant un autre réseau, plus occulte et bien plus puissant encore. En effet, Protais ZIGIRANYIRAZO, beau-frère du Président HABYARIMANA et personnage central du noyau présidentiel (l'*akazu*) a été le premier préfet de Kibuye, la préfecture des "Tutsi", nommé après le coup d'état de Juvénal HABYARIMANA (1973-1974). Il est ensuite promu préfet de Gisenyi, la préfecture du Président et des grands dignitaires du nouveau régime (1974-1977), avant de devenir l'inamovible préfet de Ruhengeri (1977-1989), la préfecture des grands officiers nordistes.

Au niveau du clan présidentiel, cet apparenté était en charge des affaires politiques, des services de renseignements et donc des carrières politiques. On le surnommait le "préfet des préfets" ou "Monsieur Z", l'homme par qui il fallait passer pour arriver au chef via Ruhengeri. Les ministres de l'Intérieur ne géraient que ce que Protais ZIGIRANYIRAZO voulait bien qu'ils gèrent.

Après son passage à Kibuye, il s'attacha un adjoint originaire de la commune Bwakira à Kibuye, André KAGIMBANGABO, que l'on surnomma le "coureur de Z" car il s'agissait pour lui de courir, de se démenier pour accomplir la volonté de son protecteur. Concrètement, c'est lui qui détectait sur le terrain les hommes susceptibles de servir de relais fidèles au noyau présidentiel. Ex-enseignant et personnalité respectée de la 1^{ère} République, il a été nommé bourgmestre de la commune de Rwamatamu de 1973 à 1977 par le beau-frère du Président. Celui-ci en fait ensuite son sous-préfet à Ruhengeri de 1977 à 1981, avant de le nommer préfet de Cyangugu de 1981 à 1992 (puis s'y installa sans affectation jusqu'en 1994). Il s'agit là d'un personnage central sans cesse consulté à Cyangugu qui pouvait faire et défaire les carrières politiques et notamment celles des bourgmestres et préfets au nom de Protais ZIGIRANYIRAZO. La préfecture de Kibuye était donc bien encadrée et les fidélités politiques locales connues au plus haut niveau. Connues, c'est-à-dire sanctionnées ou récompensées.

Bien que fortement concurrencés sous le multipartisme, ces réseaux parallèles jouèrent un rôle décisif lors des périodes de tension puis de crise politique qui accompagnèrent l'avènement du

⁹ C'est pourquoi il fut sollicité à nouveau lorsqu'il fallut, après l'avènement du multipartisme en 1991, reconstruire une base politique à la Présidence contestée.

multipartisme aux débuts de la décennie 1990.

L'ancrage maintenu des bourgmestres expérimentés

Efficaces, réalistes, opportunistes, sans conviction politique particulière, les bourgmestres issus de la vieille école du MRND ont appris à faire face à toutes les intrigues du sommet et ont vu défiler les préfets et ministres. Ils n'étaient pas non plus, ou n'étaient plus, des créatures du sommet. Ils tiraient leur force de la solidité des réseaux clientélistes locaux qu'ils avaient pu tisser et qui leur donnaient du poids vis-à-vis de Kigali et de la Présidence.

Tenir sa commune, organiser des élections efficaces¹⁰, ne pas avoir de problèmes avec la population ou les fonctionnaires, collecter les impôts, assurer les travaux communautaires obligatoires (*umuganda*), séduire les coopérations internationales, tout cela ne s'improvise pas quand on a des dizaines de milliers d'habitants aussi hétérogènes à gérer. Enfin, et cela n'a pas été de tout repos, résister aux assauts de l'opposition après l'instauration du multipartisme en 1991.

Chacun avait apprécié son niveau d'ambition potentiel et acceptable dans le système clientéliste et cultivé ensuite sa place au mieux de ses intérêts. Être bourgmestre à Kibuye est une carrière beaucoup moins risquée que les hautes fonctions politiques à Kigali où la compétition était redoutable, tout particulièrement pour des gens originaires de Kibuye dont l'accès à des postes vraiment stratégiques et rentables était inenvisageable.

La deuxième source de pouvoir de ces anciens bourgmestres reposait sur leur capacité à attirer les financements extérieurs et notamment à fixer l'intérêt de la coopération suisse qui jouait un rôle majeur dans la préfecture depuis les années 1970. En 1984, la coopération suisse transforma son Projet agricole de Kibuye en Programme d'appui à la planification communale. Les deux communes de Bwakira et Gitesi servent d'étude de cas. Avec succès puisqu'en 1986, et désormais avec l'appui de la Banque mondiale, un processus de "planification communale participante" est initié à partir de Bwakira avec l'ébauche d'un plan quinquennal de développement. La Présidence soutiendra fortement l'initiative et lancera le mot d'ordre national : "Prendre Bwakira comme modèle". Un plan y est élaboré pour 1988-1992 et le bourgmestre KABASHA devient une personnalité nationale de référence. Suivent ensuite les communes, elles aussi exemplaires, de Mabanza et Rwamatamu, puis Rutsiro et Mwendu. On retrouve là, comme par hasard, le groupe des anciens bourgmestres...¹¹

Tharcisse KABASHA consolide son auréole de patriarche politique, Ignace BAGILISHEMA, joue la carte de la réputation politique et technocratique. Avec le double label de compétence politique et gestionnaire, et le soutien des ambassades et agences des Nations unies qui financent leurs projets, ils deviennent alors les bourgmestres les plus en vue et les plus solides politiquement. Leur activisme en matière de développement est apprécié de la population qui a besoin de ressources externes d'autant plus qu'ils n'ont pas la réputation d'être corrompus. Ce qui n'est pas un critère secondaire.

Ils tiennent ainsi leur commune fermement et surmontèrent sans trop de difficultés les tensions qui ont accompagné à la fin des années 1980 la montée des revendications démocratiques dans un contexte de forte rigueur économique et de disettes. En effet, après une quinzaine d'années

¹⁰ Faire en sorte que le Président soit toujours élu à plus de 99 % des voix, faire élire les députés désignés par le MRND, etc.

¹¹ Entre 1988 et 1991, une trentaine de communes sur 143 s'engagèrent au Rwanda dans ce processus.

de monopartisme, les revendications démocratiques et les luttes pour l'instauration du multipartisme avaient donné lieu dans le pays à de vastes mobilisations populaires associant toutes les générations et dépassant les appartenances régionales et ethniques héritées des luttes pour l'indépendance.

3. La radicalisation politique nationale des années 1990

Dans ce contexte, le déclenchement de la guerre d'octobre 1990 par le Front patriotique rwandais (FPR) rappelle l'existence et les attentes de centaines de milliers de réfugiés tutsi installés à l'extérieur des frontières depuis les luttes pour l'Indépendance à la fin des années 1950. L'alerte militaire a été chaude et l'insécurité se prolonge (campagnes d'attentats terroristes, propagande¹²). Divers massacres de Tutsi se succèdent dans plusieurs régions et préfectures du pays (Kibilira, Bugesera, Kibuye, Gitarama, etc.). Ils sont presque toujours initiés par les autorités ou des groupes proches qu'elles manipulent sans impliquer dans les actions de massacres de grands effectifs de la population. Des préfets, des bourgmestres sont ouvertement impliqués dans ces actions et fournissent la main d'œuvre et la logistique.

Dans le même temps, avec l'instauration du multipartisme à l'échelle nationale, les partis¹³ structurent des mouvements de jeunesse faisant fonction de service d'ordre pour l'organisation de meetings et manifestations, mais servent aussi de forces miliciennes aux exécutifs communaux et aux divers partis d'opposition. Au-delà des enjeux proprement politiques, des luttes fratricides d'appareil opposent au sein de chaque parti de fortes personnalités représentant des intérêts concurrents voire antagoniques. Parmi les ressources politiques sollicitées, le régionalisme et l'ethnisme divisent chaque formation et suscitent des alliances inédites entre des composantes minoritaires de partis que tout oppose par ailleurs. Ainsi, au fil des mois, le clivage ethnique s'imposera progressivement comme le déterminant principal des regroupements entre les composantes éclatées des divers partis.

La mise en place du gouvernement pluripartite à la mi-1992 et l'ouverture de négociations de paix avec le FPR suivie de l'alliance entre des composantes politiques de l'opposition intérieure et le FPR vont bouleverser le cadre politique. Pour le FPR, bloqué depuis novembre 1990 dans une position d'attente sans véritable issue militaire (en raison du soutien militaire français aux Forces armées rwandaises) ou politique (du fait de son isolement à l'intérieur), l'arrivée au pouvoir d'alliés déclarés ouvre le jeu. En effet, l'ouverture des pourparlers avec les partis d'opposition à Bruxelles le 29 mai 1992, débouchait le 5 juin sur la signature d'un cessez-le-feu suivie *quelques heures plus tard* par une offensive militaire justifiée par l'attitude hostile du MRND.¹⁴ Cette conjonction illustre avec force la stratégie que le FPR veut d'emblée imposer aux partis d'opposition : se prétendant alliés politiques, ces partis doivent se solidariser aussi avec les offensives militaires du FPR. Leur position devient alors proprement intenable à l'intérieur du pays notamment au regard du problème politique et social de la progression des effectifs de déplacés.¹⁵

¹² Création par le FPR de la radio *Muhabura* qui émet à partir de la frontière ougandaise depuis mars 1991.

¹³ Parmi lesquels ne figure pas le FPR, force politico-militaire installée en Ouganda.

¹⁴ Le FPR s'empare alors de la ville de Byumba, chef-lieu de préfecture au nord-est du pays. Le lendemain, la France envoie une compagnie d'environ 150 hommes en renfort au Rwanda et réunit à Paris des représentants du gouvernement pluripartite et de la Présidence et du FPR qui programment l'ouverture le 10 juillet suivant des pourparlers de paix. Le 10 juin 1992, un communiqué du ministère français de la Défense confirme la présence de troupes françaises à Byumba reprise au FPR.

¹⁵ Leurs effectifs fluctueront de 60.000 en octobre 1990 à plus d'un million à la fin mars 1993. Ils redescendront à 350.000 après les accords d'Arusha.

La traduction est immédiate, l'appareil dirigeant du MDR affiche publiquement ses divergences stratégiques dans des déclarations et communiqués contradictoires. Faustin TWAGIRAMUNGU approuve l'attaque du FPR, le Premier ministre, Dismas NSENGIYAREMYE, la désavoue en soulignant la volonté d'unité de la nouvelle équipe gouvernementale et le refus de la solution militaire, enfin au sein du Comité national du MDR plusieurs personnalités apportent un soutien explicite au Président Juvénal HABYARIMANA.

Plus fondamentalement, l'adossement de ces composantes des partis d'opposition à une force armée alternative radicalise les clivages ethniques entre tendances pro-FPR, notamment du Parti libéral (PL), regroupant majoritairement des citoyens tutsi, et du MDR-TWAGIRAMUNGU, et les tendances anti-FPR du MDR, du PL et du Parti social-démocrate (PSD). Sur ce deuxième problème aussi, l'opposition démocratique se voit prise dans un véritable étau. D'un côté, du fait de l'état de guerre et de son alliance impopulaire et/ou incomprise avec le FPR, elle va renoncer à son principal atout potentiel : la possibilité de confirmer par les urnes sa légitimité populaire¹⁶ ; de l'autre, elle s'avère être paradoxalement le pôle le plus sensible aux forces de division qui aboutiront à l'éclatement de chacune de ses composantes entre des tendances pro-hutu, dites *Power*, et pro-tutsi.

La montée d'un ethnisme populaire

Entre 1992 et 1993, l'ethnisme manipulé à l'échelon central s'ancre désormais dans des formes d'ethnisme populaire qui s'expriment aussi bien dans la défiance ethnique au quotidien (fréquentation des bars, des commerces, ...), la multiplication des conflits de voisinage entre les populations et plus globalement au travers d'exclusives professionnelles, sociales et politiques. La structuration des jeunesses des partis en forces miliciennes accompagne cette montée des tensions et consacre les rapports de force partisans sur les collines et au sein des diverses instances de représentation des citoyens.

La mise en place de ces groupes violents, leurs financements et entraînements échappent alors aux règles de l'État de droit et des administrations publiques même si la prise en charge se fait à ce niveau. Dans les communes bien contrôlées par leur bourgmestre, il n'est pas nécessaire de doubler l'administration, mais là où le bourgmestre est faible ou réticent, des structures parallèles de pouvoir se mettent en place.

Avec la structuration de l'autodéfense civile sous l'autorité des communes, il s'agissait au minimum d'organiser des rondes nocturnes et des barrières (la composition multiethnique de ces groupes était un signe de démarcation fort entre les collines ou quartiers) et plus encore des milices encadrées par les administrations communales. En matière de financement, il existait après l'offensive du FPR en février 1993 des fonds de solidarité gérés par les autorités préfectorales auxquels la population était invitée à participer en solidarité avec les familles des soldats victimes de guerre, les blessés, les orphelins, les déplacés, etc.

Selon la situation des communes, les structures parastatales et les entrepreneurs aisés étaient sollicités pour fournir les moyens (confection et achat des armes, transports, carburant, etc.) et motiver les jeunes, de même des militaires réservistes assuraient les entraînements. Ces groupes de civils suppléent les forces de l'ordre ou s'y substituent. Les situations furent très variables selon les communes et la présence d'activistes disponibles. Dans les préfectures périphériques,

¹⁶ Il semble aussi que certains éléments du MDR sûrs de leurs appuis au sud, aient explicitement voulu forcer le rythme de la prise de contrôle de l'ensemble du pouvoir en laissant au FPR la tâche d'éliminer d'emblée le régime HABYARIMANA en s'emparant militairement de ses bastions du nord.

à la différence de Kigali et de Butare où la fluidité des rapports politiques et personnels était grande, les clivages ethniques étaient très marqués, les oppositions souvent brutales.

Les affrontements dans la préfecture de Kibuye (1992-1993)

Cette préfecture a été le lieu d'exactions envers la population tutsi dès mars 1992 dans les communes de Kivumu (300 réfugiés en paroisse) et de Rutsiro. La Coalition pour la Défense de la République (CDR), tendance prohutu extrémiste de la mouvance présidentielle était déjà fortement représentée sur Rutsiro et Mabanza. Elle jouera un grand rôle dans la radicalisation du MRND dans ces deux communes. En avril 1992, de nombreux départs de jeunes Tutsi transitant par le lac vers Bukavu au Zaïre afin de rejoindre le FPR sont signalés. Une attaque massive du FPR était alors annoncée pour le mois de juin.

Ensuite, le 20 août, deux jours après la conclusion d'un "*Protocole d'accord relatif à l'État de droit*" entre le gouvernement et le FPR stipulant que "*le peuple rwandais est un et indivisible*", et que "*nul n'est au-dessus des lois*", de violents affrontements ethniques se déroulent en communes Gishyita et Rwamatamu, à l'instigation de la tendance pro-FPR du parti MDR alors en formation. Elle est associée à ses alliés locaux du Parti libéral pro-tutsi. Ce mouvement de déstabilisation affecte alors tout le long du Lac Kivu entre Kibuye et Cyangugu. Il s'agissait manifestement de provoquer un événement susceptible de justifier la violation du cessez-le-feu et la reprise des combats par le FPR alors que les négociations pour la paix se poursuivaient. Sollicitée avec insistance par plusieurs ambassades, la Gendarmerie nationale s'est déployée et mène une large action de pacification auprès des populations.

Le 24 août, Dismas Nsengiyaremye, le Premier ministre (MDR) du gouvernement pluripartite récemment installé, accompagné des ministres de la Défense¹⁷, de l'Intérieur et des chefs d'états-majors effectuent une longue visite sur place. Des échanges nourris avec les populations se déroulent lors de leurs déplacements locaux. La commission d'enquête mise en place par le Premier ministre à la fin août n'a pas permis d'identifier précisément ceux qui ont pris l'initiative de ces massacres, et notamment de prouver l'implication du parti présidentiel MRND, l'hypothèse de travail spontanément avancée par l'opposition et le FPR suite à ce type de violences. Au contraire, la forte implication du MDR dans les affrontements de la commune de Rwamatamu, était fortement dénoncée par les populations.

Les autorités y voient la collusion des stratèges du FPR et des politiciens de l'opposition intérieure afin de provoquer des affrontements avec les groupes extrémistes de la mouvance présidentielle qui justifieraient la reprise des combats par le FPR et dans la foulée l'anéantissement du bastion nordiste du MRND. De son côté, le PL dénonce les violences contre les Tutsi qu'il qualifie de crimes de génocide.

Dans ce contexte, le 26 août 1992, Paris et Kigali décident de signer un avenant à l'accord de coopération militaire de 1975 élargissant à l'ensemble de l'armée rwandaise le champ de l'assistance française, jusqu'alors officiellement limités à la gendarmerie. La semaine suivante, les négociations sur le partage du pouvoir démarraient enfin à Arusha...

L'importance de ces divers massacres est difficile à appréhender.

En nombre de victimes tutsi décédées, les effectifs sont faibles. Des unités.

En blessés, on est dans les dizaines.

¹⁷ Alors en charge de la restructuration des forces armées et de leur commandement.

En personnes ayant perdu tous leurs biens (maisons détruites et champs brûlés), on atteint les centaines.

En personnes déplacées, on est dans les milliers.

Disons schématiquement, que dans les communes du sud de la préfecture, le MDR, d'emblée créé sur des bases ethniques, rivalisait avec le MRND pour la conquête des postes de bourgmestres et que les populations tutsi, majoritairement favorables au PL, en ont fait les frais. De nombreux jeunes Tutsi rejoignent alors le FPR en Ouganda.

Les événements de 1992 dans les deux communes du nord de la préfecture sont très différents. Ils relèvent d'une problématique similaire à celle des communes de Gisenyi et Ruhengeri où des groupes (ultraminoritaires) de populations tutsi furent décimés.¹⁸ Des milices extrémistes hutu se sont constituées dans les communes et pourchassent les Tutsi. En fait, [la situation restera très tendue](#) (31-12-1992) dans les hautes terres de ces deux préfectures jusqu'en avril 1994.

Quelques dates majeures jalonnent la montée et l'extension des violences :

- 20-22 janvier 1993 : manifestations du MRND dans l'ensemble du pays et massacres de Tutsi et d'opposants dans les préfectures de Gisenyi, Ruhengeri, Kibuye et Byumba. Le gouvernement suspend le bourgmestre de Rutsiro, le préfet de Gisenyi, le sous-préfet de Ngororero.

- Le 8 février 1993, le FPR rompt le cessez-le-feu et lance une offensive dans les préfectures de Ruhengeri et Byumba qu'il stoppe le 20 alors qu'il atteint les portes de la capitale. Le bilan est impressionnant : 40.000 morts environ, un million de déplacés. Des communes entières sont durablement dépeuplées.

Les déplacés de la guerre et d'une manière générale de nombreux jeunes, souvent désœuvrés, fournirent l'essentiel des membres de ces nouveaux groupes extrémistes. Parallèlement, le multipartisme donnait naissance à de nombreux groupes de jeunesse armées. Cette offensive met durablement fin au cadre politique tripolaire qui prévalait depuis la reconnaissance du multipartisme. Les trois pôles politiques (MRND, Forces démocratiques du changement -FDC-, FPR) se réduisent désormais à deux pôles politico-militaires : pro-FPR et anti-FPR.

- En juin 1993, des unités de gendarmerie envoyées de Kigali interviennent à nouveau à Kibuye pour maîtriser des affrontements. Sur le plan judiciaire, on notera que les personnes arrêtées finirent toutes par être relâchées à la demande des partis ou des mouvements de jeunesse respectifs dont elles relevaient.

La principale retombée de ces exactions et massacres concerne les bourgmestres des communes concernées. À Gishyita, le bourgmestre Charles SIKUBWABO (adjudant, membre du MDR, catholique) démissionne fin juillet 1992, un nouveau bourgmestre est élu en 1993. Idem à Gisovu et Kivumu avec Aloys NDIMBATI (MRND, catholique) et Grégoire NDAHIMANA (MRND, catholique). À Rutsiro, où la situation politique est bloquée, le bourgmestre Emmanuel BENIMANA (MRND, catholique) est suspendu pendant trois mois en février 1993. À Mwendu et Rwamatamu, les bourgmestres Gabriel MURAGIZI (MRND, catholique) et Abel FURERE (neutre, méthodiste) sont confrontés tous les deux à de fortes dissensions locales entre les forces politiques. À Bwakira, Tharcisse KABASHA (catholique) est fortement menacé par ses opposants. Les alliances anti-tutsi priment et la surenchère prévaut dans chaque commune.

¹⁸ Les groupes de Tutsi *Bagogwe* implantés dans le nord-ouest du pays furent victimes de représailles au début de l'année 1991 suite à la prise par le FPR de la ville de Ruhengeri, chef-lieu de préfecture.

Le MRND résiste bien, mais ce n'est plus le MRND des années 1980. À Mabanza, comme dans toute la préfecture, Ignace BAGILISHEMA (catholique) s'est radicalisé. Seul Augustin KARARA (Parti social-démocrate, PSD) à Gitesi fin et habile politicien est reconduit sans difficulté.

Pour les bourgmestres MRND, la période gestionnaire s'achevait, d'autant plus qu'ils avaient tous des opposants locaux, essentiellement du MDR, prêts à tout pour les évincer. Sans parti hégémonique qui imposerait son ordre, ils vont continuer à s'affronter en faisant de la surenchère ethnique. Cette surenchère était devenue leur principal point de convergence. De plus, dès mars 1992, la CDR, fortement représentée à Rutsiro et Mabanza jouera un grand rôle dans la radicalisation du MRND dans ces communes. C'est dans ce contexte que Cyprien MUNYAMPUNDU, Secrétaire-député de l'Assemblée nationale jusqu'en 1994 (originaire de Mabanza) parraina le démarrage de la jeunesse *Interahamwe* du MRND, dans la préfecture. La milice du MRND était dirigée par un Comité national (officiel) qui travaillait sous les ordres du Comité exécutif du MRND. Enfin, plus globalement, il faut insister sur la situation de déstabilisation générale du quotidien des habitants confrontés à la multiplication des actes de délinquance et toujours inquiets pour leurs biens et leur sécurité personnelle.

Pour autant, l'événement dont l'incidence sera la plus marquante au cours de ces deux années fut le coup d'État d'octobre 1993 au Burundi au cours duquel des officiers tutsi séditieux assassinèrent trois mois après sa prise de fonction le Président Melchior NDADAYE, le premier Président de la République burundaise élu démocratiquement au suffrage universel depuis l'Indépendance. Advenant après l'offensive foudroyante du FPR en février, ce coup de force illustre clairement la fragilité des avancées politiques face à des forces militaires méprisantes les "démocrates", mais l'enseignement majeur qui en ressortira tenait à l'issue de ce drame. En effet, dès l'annonce de [l'assassinat du Président Ndadaye, \(II.C\)](#) *"des combats intercommunautaires intenses ont éclaté dans un grand nombre de provinces. On estime qu'environ 50.000 personnes, principalement des Tutsis, ont été tuées et 700.000 autres ont fui vers le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre ou ont été dispersées au Burundi. Dévastation et destruction s'ensuivirent."*). La violence des affrontements et massacres contre les populations tutsis, cibles d'une vengeance indifférenciée, ne relève plus alors d'un soulèvement suicidaire de groupes isolés comme en 1965, 1969, 1972 ou 1988 voulant forcer le destin, mais de l'expression d'une mobilisation politique à caractère génocidaire déterminée à défendre un pouvoir agressé. Constatant l'incapacité des putschistes à contrôler le pays qui sombre dans la guerre civile, des officiers de l'état-major appellent alors les ministres réfugiés pour l'essentiel dans les locaux de l'Ambassade de France à restaurer l'ordre légal. Cette issue marquera profondément les populations rwandaises.

Mais d'autres bouleversements majeurs étaient attendus au cours de l'année 1994 avec l'installation du "Gouvernement de transition à base élargie" prévue le 5 janvier. Un GTBE longuement et durement négocié entre l'ensemble des parties en conflit qui attribuait le ministère de l'Intérieur à un représentant du FPR. Le ministère en charge de l'administration territoriale et des élections !

Or, le FPR avait déjà fait établir des notes sur les divers responsables et annoncé un "assainissement" de cette administration jusqu'aux niveaux les plus proches de la population. La peur était donc grande de voir compromises des situations de rente pour tous les cadres locaux, petits et grands, surtout dans les communes à forte composante de population tutsi. Peur aussi de mises à jour des rancœurs de la part des populations, des cadres des partis d'opposition partout où les affrontements n'avaient jamais cessé depuis l'avènement du multipartisme. Une

peur enfin qu'incarnait à Kibuye la nomination de Seth SENDASHONGA au ministère de la Jeunesse et du Mouvement associatif. Un originaire de Kibuye ayant rejoint le FPR¹⁹, par ailleurs frère d'Abel FURERE, bourgmestre MRND de Rwamatamu. Cela laissait présager des chambardements notables dans la préfecture et l'ensemble du pays.

4. La guerre, les massacres et le génocide dans la préfecture de Kibuye

4.1. L'entrée en guerre

J'étais personnellement présent à Kigali le 6 avril et en partance pour Kibuye :
"Dans ce contexte incertain, après avoir établi des contacts préliminaires avec plusieurs personnalités du futur gouvernement, il fut décidé que la mission d'évaluation que je dirigeais partirait en préfecture de Kibuye (où étaient implantés les programmes les plus importants de la coopération suisse) et de reporter les discussions à caractère plus stratégique à la seconde quinzaine d'avril. Une question fut encore longuement débattue, celle de mon vis-à-vis rwandais, la personne avec laquelle j'effectuerai officiellement ma mission, qui participerait à la quasi-totalité des enquêtes et réunions ainsi qu'à la rédaction du rapport final. Le choix se fixa sur Ignace RUHATANA (tutsi), l'un des dirigeants de *Kanyarwanda*, Association pour la promotion de l'union par la justice sociale et rédacteur en chef du journal du même nom."²⁰

À cette fin, avec le préfet Clément KAYISHEMA venu pour l'occasion à Kigali le 6 avril, nous avons passé l'après-midi à programmer quinze jours de déplacements et de réunions de concertation avec les autorités communales dans l'ensemble de la préfecture pour faire le point sur la situation sécuritaire et la relance des programmes de coopération. Le départ pour Kibuye était programmé le 7 avril à l'aube...

Après la succession quasi quotidienne d'épisodes de tensions extrêmes orchestrés par les partis politiques au cours de la semaine écoulée, personne ne pouvait imaginer qu'au retour du président HABYARIMANA du sommet régional de Dar es Salam, le Gouvernement de transition à base élargie ne soit enfin mis en place. Ce ne serait certes pas la paix, mais les confrontations partisans seraient au moins replacées dans un cadre institutionnel formel qui *a minima* obligeait les partis en charge des différents départements ministériels à répondre dans leur champ de compétence aux attentes de populations abandonnées, exangues et désespérées.

L'annonce de l'attentat contre l'avion présidentiel déclencha donc un véritable séisme car personne ne doutait de l'identité de ses auteurs ni de leur volonté explicite de déclencher une guerre totale dont ils s'estimaient certains de sortir vainqueur quel qu'en fut le coût. Des tueries ciblées et des massacres de Tutsi commencèrent aussitôt. Ignace Ruhatana fut tué au cours de la nuit.

L'urgence politique s'imposait. Après l'attentat du 6 avril 1994 qui décapitait les institutions majeures de l'État suivi des assassinats des personnalités qui devaient assurer la continuité constitutionnelle de l'État, les chefs militaires nordistes précipitamment mobilisés installent le 8 avril un Gouvernement intérimaire. Celui-ci donne formellement le pouvoir à des originaires des préfectures du Sud. Des politiciens ambitieux jusque-là exclus des postes les plus importants réservés aux cadres des préfectures du Nord. Ils tombent ainsi dans le piège tendu

¹⁹ Dirigeant de l'Association générale des étudiants rwandais (AGER), Seth SENDASHONGA avait été contraint à l'exil en 1975. Installé au Kenya depuis 1978, il avait rejoint le FPR en 1990 en même temps que d'autres opposants exilés choisissaient de renforcer les rangs des nouveaux partis de l'opposition interne.

²⁰ Cf. A. GUICHAOUA, *Rwanda de la guerre au génocide*, Éd. La Découverte, p. 357.

par les hauts gradés nordistes qui veulent faire imputer la responsabilité des massacres aux politiciens du Sud.

Kibuye est la grande préfecture bénéficiaire du mouvement en obtenant trois, puis quatre ministères stratégiques. Une revanche historique pour une préfecture qui n'a jamais pesé d'un grand poids politique ni obtenu plus de deux représentants dans un gouvernement :

- **la Justice** (Agnès NTAMABYALIRO, hutu, vice-présidente nationale du PL-*Power* membre du Comité exécutif, commune Mabanza), une ethniste particulièrement virulente comme le président de son parti J. MUGENZI. Un poste décisif pour abolir dans l'esprit des cadres et populations les règles de l'état de droit et garantir que les massacres et le génocide sont sinon légitimes du moins relevant de l'impunité. Elle a déjà occupé, dans le gouvernement de l'ancien président Juvénal HABYARIMANA, les fonctions de ministre de la Justice, du Commerce et de l'Industrie, puis à nouveau de la Justice ;

- **l'Information** (Eliézer NIYITEGEKA, hutu, MDR, commune Gisovu), c'est-à-dire concrètement la propagande, fonction capitale en période de guerre civile pour un ex-journaliste tenancier d'une pompe à essence, qui avait cru pouvoir détrôner Édouard KAREMERA au MRND et qui s'était finalement rabattu sur le MDR dont il était devenu président du MDR préfectoral, tendance *Power*, un brutal aussi qui avait poignardé un compatriote avec qui il s'était disputé lorsqu'il était étudiant en Roumanie ;

- **les Finances** (Emmanuel NDINDABAHIZI, hutu, PSD, commune Gitesi), qui contrôlait le nerf de la guerre.

Il s'agit là de deux profils de parvenus qui feront du zèle pour mériter leur promotion inespérée.²¹ Pour eux, cette guerre devait être gagnée pour que leurs mérites soient récompensés. Ils devaient être suivis par leurs appareils politiques locaux, où le MDR et le MRND rivalisaient uniquement en degré d'extrémisme antitutsi. Cette obéissance représentait parallèlement une dimension stratégique : l'abandon de toutes responsabilités administratives en matière de protection de tous les citoyens était assumé.

S'ajouta ensuite le 22 avril,

- **l'Intérieur et du Développement communal** avec Édouard KAREMERA (hutu, MRND, commune Mwendu). Le ministère au cœur de la mobilisation génocidaire.

On remarquera la répartition des ministres par parti (4 grands partis, sans oublier que Kibuye avait déjà un préfet PDC, parti croupion dans la préfecture, sans base politique propre). Les choix politiques étaient réduits à leur plus simple expression et l'ethnisme servira de catalyseur presque exclusif aux démarcations. La seule opposition à ce gouvernement reposait sur le MDR

²¹ On ne peut pas ne pas relever ici une étrange coïncidence. En effet hormis Agnès NTAMABYALIRO, les trois autres ministres originaires de Kibuye étaient respectivement de religion adventiste pour le 1^{er}, presbytérienne pour le 2^{ème} et, pour le 3^{ème}, presbytérien converti au catholicisme pour aider sa promotion. Rappelons ici que les premières implantations de missionnaires des églises réformées le furent dans ce qui est devenu la province de Kibuye et qu'André KAGIMBANGABO, le "coureur de Z" était lui aussi membre de l'église presbytérienne. De même, Ildephonse MUSAFILI, député originaire de Kibuye, lui aussi presbytérien, avait été le premier non catholique du pays à figurer dans un gouvernement. Quant aux bourgmestres, nommés par l'administration centrale, hormis Abel FURERE, tous étaient catholiques.

*Amajyojyi*²² - 3 des 4 sous-préfets nommés ou confirmés le 13 mai 1994 (dont Albert RWAGATARE de Gisovu) viennent désormais du MDR *Power* - et sur le PL à dominante tutsi, mais désormais contrôlé par Agnès NTAMABYALIRO. Les cadres et militants de ces deux composantes étaient systématiquement pourchassés et dénoncés.

Ainsi, comme en 1992 au Bugesera et à Kibuye, les massacres ethniques antitutsi se déclenchèrent sans opposition notable, ni de la part des partis, ni des autorités. Les mêmes groupes, les mêmes formes d'affrontement avec cette fois une implication générale - résolue et incontournable - des autorités locales couvertes par le gouvernement intérimaire installé précipitamment par des officiers extrémistes.

4.2. Les deux grands vagues de massacres en avril et mai

• **la première est amorcée aussitôt après la mort du Président Habyarimana et culmine les 17-20 avril (église de Kibuye, home St Jean, etc.).**

Peu avant, "des tueurs connus sous le nom de *abakiga* sont venus des communes voisines vers Mabanza. Ils visaient les Tutsis. Ceux-ci, hommes, femmes, enfants, vieux, se précipitaient au bureau de la commune en quête de sécurité, d'abri. Les Tutsis ont été divisés en deux groupes. Le premier a été conduit vers le Home Saint-Jean. On ne les a plus jamais revus. Le second groupe a été conduit vers le stade de Kibuye."

"Aucun chiffre n'est avancé quant au nombre de déplacés transportés du bureau communal de Mabanza vers le Home Saint-Jean et le stade de Kibuye. Le procureur indique seulement que "plus de dix mille Tutsis se sont débrouillés pour atteindre Kibuye. Ils ont été conduits au stade. Ceux qui disposaient d'armes traditionnelles ont été écartés à l'entrée du stade. Il n'y avait ni eau, ni boisson. Le soleil frappait dur sur leurs têtes."

"Les massacres du 18 avril 1994 auraient commencé à midi et se seraient poursuivis jusqu'à 19 heures pendant deux jours consécutifs. Le stade de Kibuye, encerclé de soldats, de gendarmes et de miliciens, est arrosé d'une pluie de balles. Des grenades sont jetées parmi la foule. Au bout de deux jours, la plupart des survivants ont été achevés "à coup de machettes, de bambous aiguisés, de lances, de houes, de gourdins cloutés et d'autres armes ou instruments traditionnels." Au total, "le nombre de personnes tuées au bureau communal et dans ses environs est estimé à 20 000 par le Parquet."²³

Elle répond à la préoccupation stratégique d'éliminer les "complices" et les "infiltrés", d'où la mobilisation de militaires, les passages des miliciens, l'envoi de renforts pour accélérer le travail des tueurs locaux. De ce fait, les habitants de la commune vont vivre en permanence au rythme de la guerre nationale.

D'autre part, des barrières sont installées sur les axes pour contrôler, piller, violer et tuer mais ont aussi une fonction très importante dans la diffusion des rumeurs sur l'état du front. Les activistes ne laisseront jamais de répit aux résidents. Tous les événements nationaux se répercutent directement.

En effet, si les préfectures frontalières de Ruhengeri, Gisenyi et Cyangugu étaient parfaitement

²² Jean-Marie Vianney MBONIMPA, ministre originaire de Gisovu en préfecture de Kibuye dans le gouvernement d'Agathe UWILINGYIMANA refusa de participer au Gouvernement intérimaire et fut remplacé par Éliezer NIYITEGEKA.

²³ Telle est pour l'essentiel la version limitée aux données factuelles du bureau du Procureur, citée ici d'après l'article d'*Ubutabera*, n°74, Arusha, 7 novembre 1999.

verrouillées pour empêcher la fuite des Tutsi et opposants, Kibuye restait très perméable avec le lac et ses importants effectifs d'administrés tutsi. De ce point de vue, la commune Mabanza occupait une position cruciale à l'arrivée de la route de Gitarama via laquelle les déplacés cherchent à gagner Gisenyi ou Gikongoro et Cyangugu. Cette situation va peser très fortement sur l'entretien de la violence dans la commune. Une situation très différente de celle de Bwakira par exemple où on tue à son rythme et avec les moyens du bord. Il devient très difficile pour un bourgmestre MRND ou autre de rester en dehors du mouvement général de radicalisation et de tutelle centrale renforcée du sommet à la base.

• la relance les massacres en mai pour la “pacification” des collines de Bisero

Elle est accompagnée par une succession de déplacements de membres du Gouvernement intérimaire :

3 mai : visite du Premier ministre Jean KAMBANDA, accompagné des trois ministres originaires de Kibuye pour assurer la “sécurité” et ramener le calme ;

9 mai : déplacement du préfet KAYISHEMA auprès du gouvernement à Gitarama pour faire le point sur l'avancement des massacres ;

14 mai : visite d'Augustin BIZIMANA, ministre de la Défense, et du chef d'État-Major de la Gendarmerie nationale et du général Augustin NDINDILYIMANA : “insécurité” toujours ;

16 mai : visite du Président SINDIKUBWABO : “insécurité” encore et toujours.

4.3 La structuration de l'auto-défense civile sous l'autorité du MININTER

Après l'instauration de l'embargo sur les armes votées par le Conseil de Sécurité des NU, et comme toujours quand la situation du Gouvernement intérimaire apparaissait désespérée, la fuite en avant consistait à épurer l'administration des éléments timorés et traîtres afin de relancer les massacres.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu le 25 mai la nomination très remarquée d'Édouard KAREMERA au sein du GI au poste stratégique de ministre de l'Intérieur vacant depuis la formation du gouvernement. Ce ne fut certes pas une surprise car le poste était réservé au MRND et Callixte KALIMANZIRA, le directeur du cabinet en fonction le 6 avril, y assurait un intérim particulièrement répressif,²⁴ mais Édouard KAREMERA mettait en quelque sorte en conformité ses activités effectives avec le titre. Depuis le début de la guerre, il n'avait cessé de s'informer, de sensibiliser et d'appuyer la mobilisation. Ainsi, dans un *Rapport de mission effectuée à Gisenyi et Ruhengeri du 18 au 19 avril 1994* en compagnie du ministre de la Défense, Augustin BIZIMANA, la délégation recommandait déjà au gouvernement, et notamment au Mininter de se préoccuper sérieusement de la défense civile. Il se félicitait que l'appel lancé dans ces deux préfectures pour améliorer :

« l'organisation de la résistance civile semblait avoir été suivi immédiatement de faits concrets. Des milliers de jeunes gens sont en cours d'entraînement aussi bien à Bigogwe qu'à Ruhengeri. (...) Des instructions précises doivent être données sans délais aux autorités communales pour la sélection de jeunes volontaires pour recevoir cette formation et aux Commandants d'Unités dans les préfectures pour arrêter les modalités d'initiation au maniement des armes dans des délais très courts. Le gouvernement doit envisager d'ores et déjà, l'hypothèse de renforcer nos forces armées dans la Capitale par l'envoi des contingents de jeunes volontaires venus des préfectures comme certains en ont déjà exprimé le souhait.”
(Annexe TPIR)

²⁴ Directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, cf. aussi A. Guichaoua, *Butare la préfecture rebelle, loc. cit.*, TPIR, tome 1, encadré n° 3, p. 59 sqs.

La terreur et la défiance qu'inspiraient les débordements des *Interahmawe*, notamment dans les préfectures du sud, heurtaient Édouard KAREMERA et il se fit très tôt le défenseur d'une intégration sous les ordres de la hiérarchie militaire de cette composante civile structurée et armée. Édouard KAREMERA est d'abord un homme d'ordre soucieux d'efficacité.²⁵ Mais le regain de crédibilité accordée ainsi par le premier Vice-président du MRND à un gouvernement déprécié et, aux yeux de certains de ses membres, déjà moribond marquait le début des grandes manœuvres finales.

Homme déterminé et de caractère, il n'occupa pas ce poste par hasard après être resté hors du gouvernement pendant un mois et demi. À cette étape de la guerre, l'évolution du conflit était à un tournant : l'avancée du FPR apparaissait irrépressible et l'embargo international sur les armes lui offrait *de facto* le pays à brève échéance. Pour autant, le GI et les FAR estimaient vital de démontrer que la défaite serait chèrement payée en l'absence de négociations qui alors reposaient sur une partition du pays entre les zones déjà conquises par le FPR à l'est du pays et de l'autre, les hautes terres "hutu" de l'ouest. Les accords d'Arusha pouvaient ainsi être formellement respectés en termes de "partage du pouvoir", et notamment au niveau de l'armée selon une répartition 50-50. Il restait néanmoins à imposer cette issue à la "communauté internationale" qui pouvait y voir bien des avantages.

Dans ce scénario, Édouard KAREMERA affichait une détermination sans faille et confortait sa popularité en se plaçant à la tête de la résistance des civils face à la domination du FPR qui se profilait. Il profitait de la guerre pour s'ériger en héros et se prépositionner pour les restructurations inévitables que la fin des combats imposerait au sein du MRND. Il n'avait pas d'état d'âme : affronter la composante nordiste n'était pas raisonnable mais en la soutenant, il estimait capital d'occuper le maximum de place au sein du parti et d'exercer des fonctions importantes et visibles qui lui permettraient, éventuellement, le moment venu de s'imposer. Analyse que le Premier ministre avait clairement exposée le 3 mai 1994 à Kibuye aux côtés d'Édouard KAREMERA.

Dès son arrivée au sein du gouvernement, ce dernier démontra ses capacités de ministre expérimenté. Il remobilisa les cadres du Mininter et l'administration territoriale, dans l'expectative du fait du long et incompréhensible intérim de Callixte KARAMIRA, autour de la tâche centrale de l'autodéfense civile. Il fut efficace et expéditif, comme l'indique son propre agenda : dès le 25 mai, jour de sa nomination partaient les directives du Premier ministre relatives à l'autodéfense civile et trois jours après, le 28, il convoquait déjà tous les préfets à Gitarama pour vérifier l'état d'exécution de ses instructions, assurer le remplacement des autorités communales et débattre de la situation des déplacés."

"Réunion du 09/06/1994 avec les cadres du Ministère
Décisions prises

1. Faire une note à Monsieur le Premier ministre sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre de sa directive sous l'auto-défense civile :

²⁵ Cette constante ressort de toutes ses actions et interventions, cf. discours prononcé à Kibuye le 3 mai 1994 sur les questions de sécurité. Une des premières phrases rappelle que, dans son communiqué du 10 avril 1994, le "Gouvernement a accepté de verser le salaire des responsables de cellule mais en revanche, ceux-ci doivent davantage s'atteler à leur tâche et assurer la sécurité." En clôture de son discours, il aborde un autre point éminemment prosaïque, la question des biens vacants des victimes des massacres et les conflits que leur appropriation anarchique déclenche : "il demande que la population fasse des réunions en vue de générer des idées devant aider les autorités à gérer ces biens d'une manière qui convient aux masses populaires...". (annexe TPIR).

- en substance, il s'agit d'attirer l'attention du gvt sur l'impatience de la population relativement mobilisée pour affronter l'ennemi mais qui attend le coup d'envoi par les militaires.
 - La coordination de l'action de la population contre l'ennemi doit être faite par les militaires pour ne pas l'exposer devant la riposte de l'ennemi.
 - Le recensement (évaluation) des jeunes mobilisés pour l'autodéfense civile doit être fait commune par commune par les responsables locaux sous la supervision des préfets et porté à la connaissance des commandants de secteurs militaires respectifs pour les intégrer dans leur plan de riposte contre l'ennemi.
 - Campagne intensive sur les antennes et dans les journaux pour convaincre les Rwandais de la nécessité de résister et même de s'attaquer à l'ennemi commun au lieu de fuir tout le temps.
2. Lettre au chef d'État-Major des forces armées rwandaises pour lui demander de donner des ordres clairs aux commandants OPS pour coordonner leurs plans en tenant compte des effectifs mobilisables dans le cadre de l'auto-défense civile.
 3. Lettre au gouverneur de la BNR lui communiquant les spécimens de signature pour actionner le compte N° 120.12.33 devant recevoir les fonds Miniplan.
 4. Lettre au Préfet de Byumba réquisitionnant le sous-préfet Faustin Nkiko pour faire la chronique du ministère.
 5. Note sur l'utilisation du montant de 50.000.000 Frws débloqué en vue de l'encadrement de la population, de la mise en oeuvre de l'auto-défense civile." (Édouard Karemera, notes, TPIR, KA010403B)

Mais la conjoncture lui donna aussi l'occasion de passer aux travaux pratiques dans sa propre préfecture de Kibuye comme chef de guerre. Cette préfecture qui avait déjà connu de très importants massacres en raison du grand nombre de ressortissants tutsi qui y habitaient et de la politique agressive conduite par le préfet vit se constituer dès la fin mai dans les collines de Bisesero des rassemblements de populations civiles tutsi traquées sans possibilités de fuite car bloquées au nord vers Gisenyi, à l'ouest sur le lac et au sud vers Cyangugu. La "réduction" de cette zone où les rescapés prirent le parti de se défendre jusqu'au bout avec les moyens de défense dont ils disposaient ou qu'ils confectionnèrent sur place (flèches, arcs, lances, pierres, etc.) devint une mission nationale suscitant une agitation hystérique face à la geste héroïque des résistants dont les forces de l'ordre locales et les miliciens mobilisés de toute la préfecture puis des préfectures voisines n'arrivaient pas à venir à bout.

Le conseil de gouvernement du 10 juin s'était déjà alarmé de la situation sans être en mesure de trancher :

"- *Abahutu benshi* infiltrés par le FPR dans Kibuye (« beaucoup de Hutu sont infiltrés par le FPR dans Kibuye »)

- Problèmes fermeture marché le long du lac Kivu

Rwamatamu le Bourgmestre est le frère de Sendashonga.²⁶

- Problème des *Inyenzi mu Bisesero*" (agenda PN, page du 31 mai)

Le sujet fut une nouvelle fois mis à l'ordre du jour par le conseil des ministres du 17 juin 1994 avec la volonté affichée d'en finir. Pour justifier cette débauche de moyens militaires et civils (le chef *Interahamwe* Yussuf Munyakazi de Cyangugu organisa des convois de véhicules de miliciens pour prendre à revers les « ennemis »), le gouvernement exhiba de pseudos arguments historiques et de haute stratégie militaire :

²⁶ Abel FURERE était le frère de Seth SENDASGONGA, membre du FPR et ministre désigné de la Jeunesse et du Mouvement Associatif dans le GTBE.

“Situation sur terrain (militaire, défense civile, déplacés de guerre, politique et diplomatique)

Manque d’armement.

Commune Gishyita segiteri Bisesero hari inyenzi (« problème des *Inyenzi* dans la région de Bisesero secteur Bisesero, commune Gishyita »)

- Rwamatamu et Major Jabo empêchent une action concertée pour en venir à bout

Usine à thé de Gisovu n'a que 2 gendarmes, *abareservistes bakwiye kuhalinda hose 20 pers* (« Les réservistes devraient garder ces deux endroits : 20 personnes »)

Kuwisumo Projet GTZ

Abasesero, ce sont des anciens éclaireurs guerriers féodaux. Chez le FPR, Polisi Denis ... Rwigara sont de la région et Bisesero a été choisi par Biseruka car connu par lui comme coin stratégique.

Gisenyi sera attaquée depuis Bisesero et Kabuhanga < Gisenyi >. Il faut une opération musclée. Gisenyi n'a qu'un seul bataillon, le 42^e bataillon.” [Agenda PN, pages 18 et 19 mai, 4 et 9 juin]

La version retenue par Édouard KAREMERA dans son propre agenda se limite aux conclusions :

“Réunion du conseil des Ministres du 17.06.1994

Décisions prises

1. Le gvt décide qu’une intervention musclée soit faite à Bisesero au besoin avec l’appui de Gisenyi et ce, au plus tard, le 20/06/1994.
2. Pour la protection des infrastructures économiques dans la zone de la crête, le gouvernement décide qu’il y a lieu d’écrire aux responsables de ces unités Électrogaz – usine à thé Gisovu-Karongi antenne, projet crête Zaïre-Nil, il faut recruter des réservistes à payer sur le budget du gvt au besoin et le gvt va disponibiliser les armes sur la commande faite dans le cadre de l’auto-défense civile.” (Édouard KAREMERA, notes TPIR, KA0100403E)

Comme le démontrent tous les documents disponibles sur cet épisode d’anéantissement de populations civiles, c’était bien le ministre de l’Intérieur qui assurait la direction des opérations de ratissage avec l’appui du préfet et du commandant de groupement de la gendarmerie. Le 20 juin, suite à une décision du conseil du gouvernement du 17 juin, et en l’absence du ministre de la Défense, c’était encore lui qui ordonnait au nom du gouvernement au lieutenant-colonel Anatole NSENGIYUMVA, commandant du secteur opérationnel militaire de Gisenyi, de bien vouloir soutenir le groupement de gendarmerie de Kibuye incapable de venir à bout des rescapés et qui lui fixait un délai de trois jours pour achever l’opération de ratissage. Il en informait aussitôt le préfet et lui demandait de faire rapport sur la situation de communes Gishita, Gisovu et Gitesi pour la fin du mois (cf. annexes 50, K0010046, K0239668, etc.). On le voit ici très clairement, le maintien de l’ordre dans sa préfecture d’origine qui bénéficiait pourtant d’une équipe d’activistes particulièrement efficace avec Éliezer NIYITEGEKA relevait bien de son autorité. Remarquons toutefois que lors de l’arrivée des troupes de l’opération Turquoise, la coalition mobilisée n’était toujours pas arrivée à ses fins.

Cette expérience et les documents qui théorisèrent alors l’action du ministère de l’Intérieur peuvent être considérés comme son apport personnel à la conduite de la guerre civile. Il lui revient en effet d’avoir proposé dès le début avril une approche conjointe associant étroitement les forces militaires (sur lesquelles, comme de nombreux officiers de l’état-major, il ne se faisait guère d’illusion en termes de combativité) et une large mobilisation populaire recourant aux franges les plus motivées et radicales de la jeunesse hutu. Approche qui, sans être originale,

apparaissait vraisemblablement comme la seule voie susceptible de contrer pour un temps au moins la supériorité militaire du FPR et de neutraliser ou terroriser ses soutiens intérieurs potentiels.

L'armée ayant suffisamment à faire pour surmonter ses propres problèmes internes et le GI s'avérant trop peu efficace pour discipliner les milices hors des zones où elles étaient directement prises en main par des militaires réservistes ou en activité, la structuration de l'autodéfense civile sous la double tutelle des préfectures et de l'armée représentait, à cette étape du conflit, l'ultime opportunité afin de retarder la débandade. Cette formule mit *de facto* fin au débat sur le statut des milices : le modèle "Karemera" les unifiait formellement et définitivement comme des troupes supplétives sous les ordres du Parti-État recomposé. En outre, le modèle « Karemera » levait enfin une équivoque déjà largement transgressée dans les préfectures acquises au MRND en entérinant la reconnaissance officielle de l'armement des civils et des miliciens à laquelle tant de personnalités s'étaient opposées jusqu'alors :

« Relations Gouvernement et FAR

Les militaires se sentent abandonnés par le gouvernement qui semble chercher à se mettre à l'abri tout près de la frontière sans se préoccuper d'approvisionner les FAR en munitions. Il est inacceptable que l'on cherche à gêner d'action du gouvernement alors qu'il n'a épargné aucun effort et que les responsables militaires sont informés de toutes les démarches entreprises à ce sujet." (KA0100403G)

"6. Situation des barrières

Message aux préfets pour ne pas montrer les armes & grenades. Réduire autant que faire se peut les barrières et ne garder que les seules qui se justifient." (KA0100403L)

"7°) Situation sur le terrain militaire

- Kigali est totalement encerclé.

- Le ravitaillement ne suit pas du tout malgré les promesses. (...)

La situation est très critique. Pour éviter la catastrophe, il faut obtenir les munitions et permettre le recrutement de 5.000 hommes au moins." (KA0100403M-KA0100403O)

- Suppression des milices armées et leur conversion en unités combattantes, sous le contrôle de l'armée.

- Il faut des moyens conséquents pour forcer le FPR à négocier.

- Mise en place d'une cellule politique de réflexion sur les aspects socio-politiques.

Éviter les bousculades pour les places.

- Des missions ont été envoyées à l'étranger pour chercher les armes.

- L'organisation de l'auto-défense civile incombe au Mininter et au Minadef. Ce dernier devrait se servir des conseillers militaires désignés pour nous proposer une mesure permettant une reprise en main des milices par l'armée pour en faire des combattants au même titre que les militaires.

- Défendre Kigali et Gisenyi

- Infiltrer les arrières de l'ennemi.

- Une cellule permanente permettant des échanges entre le politique et le militaire.

- Sonnette d'alarme en direction de Paris pour nous aider rapidement." (Édouard KAREMERA, notes, TPIR, KA0100403M-KA0100403O)

L'offensive sur le réduit de Bisesero illustre parfaitement la cohérence de la mobilisation. Ce sont les ministres de l'Intérieur et de la Défense qui sollicitent l'intervention du Commandant de secteur opérationnel pour qu'il mette en œuvre, sous ses ordres, les groupements de gendarmerie, la police communale et les miliciens réquisitionnés.

Mais comme l'indiquent clairement les propos du ministre, la guerre n'est qu'un outil au service d'une politique. Les deux tâches qu'il s'était fixées s'avéraient indissociables :

- la relance « rationnelle » des massacres et de la guerre d'un côté, vitale pour recouvrer une marge de négociation (« Il faut des moyens conséquents pour forcer le FPR à négocier ») et
- se donner le temps de faire aboutir la transition constitutionnelle mise au point par l'intéressé la nuit du 6 au 7 avril.

4.4. Les victimes de la guerre et du génocide

Parmi les premiers éléments d'information un peu systématique dont on dispose sur ce sujet, je citerai l'étude récente réalisée par l'association IBUKA qui a effectué une ébauche de recensement des victimes dans la préfecture de Kibuye. Certes la méthodologie de ce travail n'est pas très détaillée et les résultats assez approximatifs, mais ceux que je reprendrai ici sont à mon sens tout à fait suffisants pour situer des ordres de grandeur voisine de ceux établis par d'autres sources :

Effectifs 1991	Effectifs tutsi 1994 (base 1983)	Victimes 1994 (Ibuka) %
Bwakira : 53 555,	tutsi (base 1983) : 6 700 ; 11,5 % ;	victimes : 4 674 (% : 70)
Gishyita : 43 090,	tutsi (base 1983) : 18 000 ; 38 % ;	victimes : 11 273 (% : 63)
Gisovu : 39 365,	tutsi (base 1983) : 6 000 ; 14 % ;	victimes : 3 002 (% : 50)
Gitesi : 61 341,	tutsi (base 1983) : 25 460 ; 37,6 % ;	victimes : 11 118 (% : 44)
Kivumu : 55 361,	tutsi (base 1983) : 5 400 ; 9,3 % ;	victimes : 3 934 (% : 73)
Mabanza : 63 460,	tutsi (base 1983) : 15 400 ; 21,7 % ;	victimes : 8 783 (% : 57)
Mwendo : 43 632,	tutsi (base 1983) : 6 200 ; 13 % ;	victimes : 4 472 (% : 73)
Rustiro : 56 768,	tutsi (base 1983) : 950 ; 1,7 % ;	victimes : 941 (% : 100)
Rwamatamu : 54 494,	tutsi (base 1983) : 20 000 ; 33,4 % ;	victimes : 10 853 (% : 54)
Préfecture : 473 920,	tutsi (base 1983) : 106 000 ; 19,8 % ;	victimes : 59 050 (% : 56)

Ne figurent dans le décompte des victimes que les ressortissants des communes, ne sont pas décomptées les victimes de passage tuées sur les barrières comme à Mabanza et sur les collines de Bisesero (Gishyita et Gisovu), ce qui assurément augmenterait très fortement les effectifs.

Mabanza aurait le pourcentage le plus élevé de la préfecture de morts par armes "sophistiquées" (fusils, grenades, ...) dont l'usage est du ressort des autorités. Une part notable des victimes n'a pas été tuée sur place, elles ont été transférées **au stade Gatwaro** ou au **Home St Jean** (env. 40 %). Cela atténue certes la responsabilité directe des cadres locaux dans les massacres, même s'il est bien difficile d'imaginer que ceux qui ont effectué le transfert n'étaient pas informés de la destination finale.

8. Conclusion

Jusqu'à la défaite finale, le 17 juillet, l'administration rwandaise a fait son travail et encadré les populations et l'a poursuivi ensuite dans les camps à l'étranger. Le pays dispose d'un État organisé, d'élites cultivées, de couches scolarisées importantes, d'institutions morales (religieuses, associatives) fortement implantées et représentatives : "L'armée était à la guerre, la sécurité intérieure devait être assurée par la population elle-même, c'est-à-dire par les communes." (audition KAYISHEMA, TPIR, p. 8).

C'est à ce niveau que s'est mis en place et a été géré concrètement l'appareil du génocide, dont les diverses jeunesses miliciennes, furent les maîtresses d'œuvre. Des bourgmestres ont démissionné en 1993 (comme le bourgmestre de Kivumu, Juvénal RWANZEGUSHIRA), mais à la mi-1994, toute la préfecture avait finalement basculé. Le génocide a commencé presque aussitôt après le 6 avril dans une préfecture déjà fortement polarisée ethniquement. Ils ont eu ensuite une dizaine de jours pour voir se mettre en œuvre le projet génocidaire à grande échelle dans le pays et d'une manière particulièrement spectaculaire dans la préfecture. Aucun bourgmestre de Kibuye n'a apparemment affiché son opposition et chacun au-delà des appartenances politiques et des convictions religieuses rivalisait de zèle antitutsi. Cette mobilisation solidaire pouvait être donnée en exemple à l'échelle nationale.

Si dans la préfecture de Butare plusieurs bourgmestres se sont opposés au génocide et été de ce fait démissionnés voire tués, à Kibuye, il n'y a pas eu de cas semblable sauf peut-être, selon divers témoins, le bourgmestre Augustin KARARA à Gitesi mais il a été ensuite condamné à la perpétuité et les rapports du préfet KAYISHEMA au ministre de l'Intérieur ne signalent aucune faiblesse. Quant à Abel FURERE, frère du ministre Seth SENDASHONGA, dont tous les partis souhaitaient avant la guerre qu'il rejoigne leurs rangs, il semble qu'après la guerre, il ait envoyé en mission au Burundi d'où il aurait été rapatrié puis emprisonné. Condamné, il serait ensuite décédé en prison.

Après l'arrivée au pouvoir du FPR, la brutale politique de "pacification" du préfet Assiel KABERA fondée sur l'arbitraire et la vengeance allant jusqu'à molester les juges n'apaisa guère les tensions.

Les investigations de la Commission sur le rôle de la France pendant le génocide, créée en 2006 et dirigée par l'ex-ministre de la Justice, Jean de Dieu Mucyo, n'y contribuèrent pas non plus. En effet, de nombreux témoins prétendirent avoir été menacés d'arrestation et de condamnation par les enquêteurs s'ils refusaient de témoigner et/ou de signer des dépositions préétablies.

C'est à cette aune qu'il convient d'apprécier la force et le courage des auteurs du [rapport de Penal Reform International](#) "*Les Justes : entre oubli et réconciliation ? L'exemple de la Province de Kibuye*" qui se sont attachés à rendre hommage à tous les citoyens hutu comme tutsi de la préfecture qui osèrent désobéir et firent preuve d'humanité en témoignant devant les juridictions *gacaca* aux débuts des années 2000.²⁷

²⁷ Penal Reform International, [Rapport de monitoring et de recherche sur la gacaca](#), Avec le soutien de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC), November 2004, 72 p.